

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 2 MARS 1922.

Projet de loi modifiant diverses dispositions des lois sur les pensions
de vieillesse ⁽¹⁾.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE ⁽²⁾, PAR M. HEYMAN.

MESSIEURS,

La Section centrale qui a examiné le projet de loi soumis à vos délibérations, a été unanimement d'avis que dans son ensemble il mérite l'approbation de la Chambre.

Les articles 1 et 2 tendent à modifier et à améliorer certaines dispositions des articles 3 et 12 de la loi générale du 10 mai 1900 sur les pensions de vieillesse.

L'article 3 se rapporte plus spécialement à la législation réglant les pensions de vieillesse des ouvriers mineurs.

* * *

Examinons de plus près chacun des articles.

ARTICLE PREMIER.

L'article premier du projet tend à modifier les conditions exigées par l'article 3 de la loi du 10 mai 1900 en faveur des étrangers qui désirent jouir des primes annuelles d'encouragement en vue de la constitution d'une pension de vieillesse.

L'article 3 de la loi du 10 mai 1900 stipule : « Pour être admis au bénéfice des primes d'encouragement il faut :

1° Être Belge et avoir *une résidence* en Belgique.

(1) Projet de loi, n° 38.

(2) La Section centrale, présidée par M. BRUNET, était composée de MM. VAN CAENEGEM, MANSART, PIRMEZ, HEYMAN, COUSOT et BERLOZ.

Sont admis toutefois au bénéfice des primes : les étrangers *ayant depuis dix ans leur résidence en Belgique*, et appartenant à une nation qui accorde des avantages analogues aux Belges ».

L'article premier qui nous est proposé, supprime les mots : « *ayant depuis dix ans leur résidence en Belgique* », et consacre donc purement et simplement le principe de la réciprocité.

La Section centrale s'est unanimement ralliée à cette modification.

Il faut remarquer aussi, que l'article premier qui nous est proposé modifie le 1^{er} de la loi du 10 mai 1900 dans ce sens qu'il propose de dire :

« Être Belge et avoir *sa* résidence en Belgique, au lieu de dire, être Belge et avoir *une* résidence en Belgique. »

La Section centrale s'est demandée si la substitution du mot *sa* résidence, au mot *une* résidence ne pourrait donner lieu à de graves difficultés comme celles qui surgissent à propos de la question du domicile.

Pourquoi donc le Gouvernement propose-t-il de substituer le mot *sa* résidence, au mot *une* résidence?

Dans le but d'indiquer qu'il ne suffit pas de séjourner accidentellement en Belgique, pour bénéficier des primes d'encouragement, mais qu'il faut y avoir sa résidence *habituelle*, c'est-à-dire, y résider d'une manière effective.

Une jurisprudence est d'ailleurs établie à cet égard, et tout nous permet de croire que le Gouvernement n'a nullement l'intention de la modifier ou de la rendre plus sévère.

L'Exposé des motifs (p. 7) de la loi du 10 mai 1900 explique d'ailleurs clairement ce qu'il faut entendre par « *résidence en Belgique* », en tant qu'elle constitue une condition à l'admission au bénéfice des primes d'encouragement.

L'Exposé des motifs dit :

« La qualité de Belge et la résidence en Belgique sont deux conditions qui s'imposent; il semble légitime, en effet, de réserver le bénéfice de la loi aux nationaux et même de ne pas y admettre ceux qui en s'expatriant cessent généralement de contribuer à la prospérité publique. »

Dans la discussion du projet à la Chambre et au Sénat la question de résidence ainsi définie n'a donné lieu à aucune controverse.

Enfin, il importe de remarquer que le mot *sa résidence* est employé dans le 2^o de l'article premier de l'arrêté royal du 10 novembre 1920, pris en exécution de la loi du 20 août 1920 sur les pensions de vieillesse.

Il y a donc un précédent et dans ces conditions la Section centrale a approuvé le terme *sa résidence*.

Une troisième modification est proposée au 4^o de l'article 3.

Le 4^o de l'article 3 de la loi du 10 mai 1900 est rédigé comme suit :

Pour être admis au bénéfice des primes d'encouragement il faut :

« 4^o Avoir fait des versements sur ce livret (un livret de la Caisse générale de retraite) pendant l'année qui précède l'exercice budgétaire. »

Le projet propose de dire :

« 4° Avoir fait des versements sur ce livret *au cours* de l'exercice budgétaire. »

Cette modification cadre avec celle proposée à l'article 2, que nous allons examiner.

ART. 2.

L'article 2 tend à modifier l'article 12 de la loi du 10 mai 1900.

Cet article 12 est rédigé comme suit :

« Le Gouvernement allouera à toute société mutualiste reconnue ayant pour
» objet l'affiliation de ses membres à la Caisse générale de retraite une subven-
» tion annuelle de 2 francs, pour chaque livret sur lequel *il aura été versé, pen-*
» *dant l'année écoulée*, une somme de 3 francs au moins, non compris les
» subsides des pouvoirs publics, et à la condition que la gestion et les écritures
» de la société aient été trouvées régulières.

» Le crédit nécessaire sera rattaché au Budget du Ministère de l'Industrie et
» du Travail. »

Le texte qui nous est proposé porte :

ART. 2.

L'article 12 de la loi du 10 mai 1900 sur les pensions de vieillesse est modifié comme suit :

« Le Gouvernement *alloue* à toute société mutualiste reconnue ayant pour
» objet l'affiliation de ses membres à la Caisse Générale de Retraite, une subven-
» tion annuelle de deux francs par chaque livret sur lequel *il aura été versé au*
» *cours de l'année*, une somme de trois francs au moins, non compris les
» subventions des pouvoirs publics et à la condition que la gestion et les écritures
» de la Société aient été trouvées régulières. »

Au fond les petites modifications qui nous sont présentées tendent à faciliter les opérations de la Caisse de Retraite, quant à l'attribution des subsides de l'État pour la constitution de la pension de vieillesse.

Il n'est peut-être pas inutile de rappeler à nos collègues quelles étaient ces opérations avec l'ancien système, et ce qu'elles deviendraient au cas que l'article 2 du projet de loi qui nous est soumis serait accepté.

Versements. — Opérations de la Caisse de Retraite. — Attribution des subsides de l'Etat.

I.

A. — ANCIEN SYSTÈME (avant 1920).

1° Les sociétés mutualistes effectuaient en *décembre de chaque année* un versement global à la Caisse de Retraite. Ces versements étaient inscrits sur des bordereaux qui étaient déposés, avec le montant total des cotisations, au bureau

de poste de la localité où la société était immatriculée. Ce bordereau était envoyé à la Caisse de Retraite et dans le courant du premier semestre de l'année suivante, ces versements étaient inscrits au compte de chaque affilié. Chaque intéressé a à la Caisse de Retraite une fiche sur laquelle sont portées toutes les sommes versées à son nom et la rente acquise au 31 décembre de l'année courante.

Ces fiches sont classées par numéro d'ordre : le premier travail de la Caisse de Retraite consistait donc à retirer les fiches des affiliés faisant partie d'une même société. Après l'inscription du versement, ces fiches étaient *immédiatement* reclassées.

2° En novembre de chaque année, le Département envoyait aux sociétés mutualistes reconnues, des tableaux A, B, C, D et E sur lesquels celles-ci devaient inscrire le nom de leurs membres et les sommes versées au profit de chacun d'eux en décembre de l'année.

Dès leur arrivée au Département, ces tableaux étaient communiqués pour *vérification* à la Caisse de Retraite. Cette vérification était faite au moyen des bordereaux dont il est question au 1° ci-dessus. Cette vérification terminée, les tableaux étaient renvoyés au Département et l'Office de l'Assurance et de la Prévoyance sociales procédait alors à l'attribution des primes d'encouragement et des subventions de 2 francs. Ce travail terminé, les tableaux étaient communiqués à nouveau à la Caisse de Retraite pour l'inscription des *primes* au compte des affiliés.

3° Pour procéder à l'inscription des dites primes, la Caisse de Retraite était obligée de retirer *une seconde fois* les fiches des assurés.

REMARQUE : L'ancien système imposait un travail considérable à la Caisse de Retraite pendant le premier semestre de l'année (inscription des versements — calcul des rentes — vérification des tableaux A, B, C, D et E et établissement des extraits de comptes annuels).

4° Les subventions de deux francs étaient liquidées directement par l'Office au profit des mutualités bénéficiaires : les sommes revenant à chacune d'elles étaient versées à leurs compte-épargne à la Caisse d'Épargne.

B. — NOUVEAU SYSTÈME.

1° Les sociétés mutualistes effectuent les versements des cotisations de leurs membres à la Caisse de Retraite *au cours du mois anniversaire de la naissance de ceux-ci* (à noter que les cotisations des affiliés-mineurs [Loi du 5 juin 1911] sont versées *au cours du trimestre anniversaire de la naissance*. Les Caisses de Prévoyance n'ont donc que 4 versements à opérer chaque année).

Chaque société doit donc faire 12 versements par an. Les cotisations des membres sont inscrites sur des bordereaux fournis par la Caisse de Retraite et qui sont renvoyés par la société à la Caisse de Retraite : La somme totale est versée au compte-chèque de la Caisse de Retraite et le reçu est annexé aux bordereaux.

2° Les mutualités ne doivent plus fournir à l'Office de l'Assurance et de la Prévoyance sociales des tableaux A, B, C, D et E. D'accord avec la Caisse de Retraite les bordereaux de versement dont il est question ci-dessus, en tiennent lieu. Des colonnes spéciales destinées à l'inscription des subsides de l'État (primes et subventions) y ont été insérées. D'où simplification de travail des délégués des mutualités.

3° A la réception des bordereaux, la Caisse de Retraite procède à une attribution provisoire des primes d'encouragement et elle porte ce subside sur la fiche de l'assuré en même temps qu'elle y inscrit les versements opérés à son nom.

Elle n'a donc plus qu'à retirer une *seule fois* les fiches des affiliés : donc diminution du travail pour cette administration.

Pour pouvoir procéder de la sorte, il est indispensable que les primes d'encouragement puissent être attribuées *au cours de l'année du versement*.

REMARQUE : Le nouveau système répartit le travail de la Caisse de Retraite sur les douze mois de l'année. Il est donc plus régulier. D'autre part, si les sociétés doivent faire douze versements par an, elles ne doivent plus fournir à l'Office de l'Assurance des tableaux A, B, C, D et E.

4° Lorsque ce travail est terminé, la Caisse de Retraite communique au Département les bordereaux de versement et l'Office de l'Assurance et de la Prévoyance sociales procède à la vérification des primes allouées *provisoirement* par la Caisse de Retraite et à l'attribution des subventions de deux francs. La liquidation des subventions de deux francs s'effectue en deux fois : un premier arrêté comprend les subventions allouées pour les versements opérés de janvier à juin et le second celles relatives aux versements effectués de juillet à décembre.

II.

Subventions de deux francs (art. 12).

Le législateur de la loi de 1900 a accordé la subvention de deux francs à la *société mutualiste* et non à l'affilié. Cet organisme en a la libre disposition en se conformant toutefois à ses dispositions statutaires ou aux décisions de l'assemblée générale.

Elle peut l'employer en tout ou en partie à payer les frais de fonctionnement ou à rémunérer le délégué.

Elle peut également verser tout ou partie de la subvention au compte-retraite de ses membres en vue d'encourager ceux-ci. C'est ce qui se fait dans le plus grand nombre des sociétés.

L'article 2 du projet ne change rien à ces dispositions.

La Section centrale propose encore la petite modification que voici, comme conséquence de l'emploi du présent au début de l'article : « Le Gouvernement alloue », nous estimons qu'il faut remplacer le verbe « aura été versé » par « il est versé ».

ART. 3.

La Section centrale s'est déclarée unanime à accepter les §§ 1 et 3 de cet article :

Il n'en est pas de même pour le § 2, qui stipule

« Le Gouvernement peut, le Conseil d'Administration entendu, décider qu'une
» partie des sommes rentrant dans l'avoir du Fonds national sera, moyennant
» les conditions qu'il prescrira, affectée à des œuvres de secours ou de prévoyance
» au profit des ouvriers mineurs et de leurs familles ».

La Section centrale a été unanime, tout en s'expliquant le sentiment humanitaire qui a dicté cette proposition, à témoigner de sa volonté de réserver l'avoir du Fonds national à la destination qui lui a été assigné dans le plan des lois coordonnées du 30 août 1920 et qui consiste à garantir le service des pensions et des compléments de pensions au profit des ouvriers mineurs.

La crainte a été exprimée dans plusieurs Sections que les sommes produites par les cotisations que les patrons charbonniers et les ouvriers sont tenus de verser aux caisses de prévoyance, pour le service exclusif des pensions et dont l'excédent constitue l'avoir du Fonds national, que ces sommes ne soient affectées à des destinations autres que celles prévues par le législateur et qu'elles ne soient notamment employées à décharger les patrons des obligations qu'ils ont assumées par convention, et notamment la distribution du charbon gratuit aux pensionnés.

C'est la raison pour laquelle la Section centrale ne s'est pas ralliée au texte proposé par le Gouvernement, et qu'elle présente, le texte que voici :

« Le Conseil d'Administration peut, avec l'autorisation du Gouvernement,
» décider qu'une partie des intérêts de l'avoir du Fonds national sera affectée à
» l'allocation d'indemnités temporaires au profit d'ouvriers invalides, ou de
» veuves d'anciens ouvriers qui, tout en réunissant les autres conditions
» prescrites par la loi générale des pensions, n'ont pas atteint l'âge fixé par les
» lois coordonnées du 30 août 1920. »

Justification.

Outre la question de principe exposée plus haut, la Section centrale a été unanimement d'avis que les termes « affectée à des œuvres de secours ou de prévoyance » sont beaucoup trop vagues, pouvant prêter à toutes sortes d'abus.

La Section centrale ne s'oppose pas « ne varietur » à ce qu'une partie des intérêts de l'avoir du fonds national soit affectée à certaines œuvres de secours ou de prévoyance au profit des mineurs et de leurs familles. Mais il faut que le texte dise clairement quelles seront ces œuvres de secours et de prévoyance.

La Section centrale propose de les limiter à deux : aux ouvriers invalides et aux veuves d'anciens ouvriers.

Ouvriers invalides.

En vertu de la législation en vigueur les ouvriers atteints d'invalidité prématurée peuvent respectivement à l'âge de 55 et de 60 ans, suivant qu'ils ont été occupés au fond ou à la surface, obtenir un complément de pension de retraite sans qu'ils soient dans l'obligation d'avoir travaillé jusqu'à cet âge dans les exploitations minières.

Mais ce droit est subordonné à la condition que l'ouvrier ayant travaillé au moins trente ans dans les mines, qu'il soit atteint d'incapacité totale par suite de maladie ou d'infirmité et enfin qu'il réunisse les conditions de besoin tel que celui-ci est défini par la loi générale.

Le complément est calculé de telle sorte que l'ouvrier est sensé d'avoir travaillé jusqu'à 55 ans ou 60 ans et d'avoir *fictivement* effectué les versements à la Caisse générale de Retraite pendant son invalidité.

Pendant la période qui s'écoule entre le moment où l'ouvrier est frappé d'invalidité et l'âge où il obtiendra sa pension, cet ouvrier est privé de tout secours. La situation pénible qui lui est ainsi faite réclame un remède. En attendant que la loi générale sur les pensions des mineurs soit révisée, il est de toute équité et de toute humanité d'utiliser, dans le cadre de la loi des pensions, des sommes pour venir en aide à ces malheureux. Qu'une partie des intérêts de l'avoir du Fonds national soit affectée à cette œuvre de charité, c'est parfait.

Voilà la justification de la première partie de l'amendement de la Section centrale.

Les veuves d'anciens ouvriers.

Quant aux veuves d'anciens ouvriers, elles ont droit à une pension à l'âge de soixante ans, à condition que leur mari soit mort pensionné ou en réunissant les conditions exigées pour recevoir une pension et qu'elles aient notamment été unies, pendant au moins dix ans, à un ouvrier mineur.

Or, dans nombre de cas, l'ouvrier mineur qui meurt, laisse sa veuve dans une situation pénible, quand elle n'a pas atteint l'âge de soixante ans. Il paraît donc conforme à l'équité de pourvoir aux besoins des femmes qui, à un âge avancé, se trouvent dans la nécessité d'attendre l'accomplissement de cet âge de soixante ans tout en étant privées, par la mort de leur époux, des moyens d'existence nécessaires.

Qu'une partie des intérêts de l'avoir du Fonds national soit affectée à cette seconde œuvre de charité, c'est encore parfait.

Et voilà la justification de la seconde partie de l'amendement de la Section centrale, voté d'ailleurs à l'unanimité, ainsi que l'ensemble du projet de loi.

Sous bénéfice de ces amendements, la Section centrale invite la Chambre à approuver le projet de loi qui lui est soumis.

Le Rapporteur,
HENRI HEYMAN.

Le Président,
E. BRUNET.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 2 MAART 1922.

Wetsontwerp tot wijziging van onderscheidene bepalingen der wetten
op de ouderdomspensioenen ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING ⁽²⁾ UITGEBRACHT DOOR DEN HEER HEYMAN.

MIJNE HEEREN,

De Middenafdeeling, die het u voorgelegd wetsontwerp heeft onderzocht, was eenstemmig van gevoelen dat het, in zijn geheel beschouwd, dient te worden goedgekeurd door de Kamer.

De artikelen 1 en 2 hebben ten doel, sommige bepalingen van de artikelen 3 en 12 der algemeene wet van 10 Mei 1900 op de ouderdomspensioenen te wijzigen en te verbeteren.

Artikel 3 betreft inzonderheid de wetgeving tot regeling van de ouderdomspensioenen der mijnwerkers.

*
* * *

Laten wij elk dier artikelen nader onderzoeken.

EERSTE ARTIKEL.

Artikel 1 van het ontwerp heeft ten doel wijzigingen te brengen in de vereischen die door artikel 3 der wet van 10 Mei 1900 zijn gesteld ten behoeve van de vreemdelingen die de jaarlijksche aanmoedigingspremiën tot het vestigen van een ouderdomspensioen wenschen te bekomen.

Artikel 3 der wet van 10 Mei 1900 luidt : « Om de aanmoedigingspremiën te » bekomen, moet men :

» 1^o Belg zijn en eene verblijfplaats in België hebben.

(1) Wetsontwerp, n^o 56.

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer BRUNER, bestond uit de heeren VAN CAENEKEN, MANSART, PIRMEZ, HEYMAN, COUSOT, BERLOZ.

» Vreemdelingen, die sedert tien jaar hunne verblijfplaats in België hebben,
» kunnen echter aanmoedigingspremiën bekomen, indien zij behooren tot een
» land dat dergelijke voordeelen aan de Belgen toekent. »

In het ons voorgestelde artikel 1 worden de woorden : « *die sedert tien jaar hunne verblijfplaats in België hebben* » weggelaten; aldus wordt het beginsel van de wederkeerigheid zonder meer bevestigd.

De Middenafdeeling heeft deze wijziging eenstemmig goedgekeurd.

Er dient ook te worden gezegd, dat het ons voorgestelde artikel 1 n^o 1^o der wet van 10 Mei 1900 wijzigt in dezen zin dat het voorstelt te lezen :

« 1^o Belg zijn en *zijne* verblijfplaats in België hebben » in plaats van : « Belg zijn en *eene* verblijfplaats in België hebben ».

De Middenafdeeling stelde de vraag of het vervangen van « *eene* » verblijfplaats door « *zijne* » verblijfplaats niet aanleiding zou kunnen geven tot ernstige moeilijkheden zooals die, welke omtrent het vraagstuk der woonplaats oprijzen.

Waarom stelt de Regeering voor « *eene* » verblijfplaats te vervangen door « *zijne* » verblijfplaats ?

Dit wordt voorgesteld om aan te toonen dat het niet volstaat toevallig te verblijven in België om aanspraak te hebben op de aanmoedigingspremiën, doch dat men er *zijne gewone* verblijfplaats hebben moet, m. a. w. dat men er werkelijk verblijven moet.

Op dat gebied is overigens eene rechtspraak gevestigd, en uit alles mogen wij opmaken dat de Regeering geenszins het inzicht heeft, deze rechtspraak te wijzigen of te verscherpen.

Uit de Memorie van Toelichting (bl. 7) der wet van 10 Mei 1900 blijkt overigens duidelijk wat men moet verstaan door « verblijfplaats in België » in zooverre dit een vereischte is om de aanmoedigingspremiën te kunnen bekomen.

De Memorie van Toelichting luidt :

« De hoedanigheid van Belg en het verblijf in België zijn twee onontbeerlijke
» vereischten; het schijnt inderdaad billijk, dat het voordeel der wet voor-
» behouden zij aan de landgenooten en zelfs dat zij, die uitwijken en bijgevolg
» over het algemeen niet meer bijdragen in 's lands welvaart, van het voordeel
» der wet verstoken blijven. »

Het vraagstuk der verblijfplaats, aldus omschreven, heeft bij de behandeling van het ontwerp in Kamer en Senaat tot geene enkele betwisting aanleiding gegeven.

Ten slotte, dient te worden opgemerkt dat de woorden « *zijne verblijfplaats* » voorkomen in n^o 2^o van artikel 1 van het Koninklijk besluit van 10 November 1920, genomen ter uitvoering van de wet d. d. 20 Augustus 1920 op de ouderdomspensioenen.

Er bestaat dus een voorgaande en onder deze omstandigheden heeft de Middenafdeeling de woorden « *zijne verblijfplaats* » goedgekeurd.

Een derde wijziging wordt voorgesteld in n^o 4^o van artikel 3.

N^o 4^o van artikel 3 der wet van 10 Mei 1900 luidt :

« Om de aanmoedigingspremiën te bekomen moet men :

» 4^o Op dit boekje (een boekje van de Algemeene Lijfrentekas) stortingen
» hebben gedaan *gedurende het jaar dat aan het begrootingsjaar voorafgaat.* »

Door het ontwerp wordt voorgesteld te lezen :

« 4^o Op dit boekje stortingen hebben gedaan *in den loop* van het begrootingsjaar. »

Deze wijziging stemt overeen met die, welke is voorgesteld bij artikel 2, dat wij thans gaan onderzoeken.

ART. 2.

Artikel 2 heeft ten doel, artikel 12 der wet van 10 Mei 1900 te wijzingen.

Dit artikel 12 luidt :

« De Regeering verleent aan elke erkende maatschappij van onderlingen
» bijstand die ten doel heeft de aansluiting van hare leden bij de Algemeene
» Lijfrentekas, eene jaarlijksche toelage van 2 frank, voor ieder boekje waarop,
» *binnen het afgeloopen jaar*, eene som van ten minste 3 frank *werd gestort*,
» daarin niet begrepen de toelagen van de openbare besturen, en mits het beheer
» en de rekendienst van de maatschappij regelmatig werden bevonden.
» Het daartoe noodige crediet zal worden gebracht op de begrooting van het
» Ministerie van Nijverheid en Arbeid. »

De ons voorgestelde tekst luidt :

« Artikel 12 der wet van 10 Mei 1900 op de ouderdomspensioenen wordt als volgt gewijzigd :

» De Regeering *verleent* aan elke erkende mutualiteitsvereniging, die aansluiting harer leden bij de Algemeene Lijfrentekas ten doel heeft, een jaarlijksche
» toelage van twee frank voor ieder boekje, waarop *in den loop van* het jaar
» minstens drie frank *werd gestort*, buiten de toelagen van de openbare besturen
» en mits beheer en boekhouding der vereeniging onberispelijk werden
» bevonden. »

In den grond strekken de ons voorgestelde kleine wijzigingen er toe, de verrichtingen van de Lijfrentekas te vergemakelijken in wat betreft de toekenning der Staatstoelagen voor de inrichting van het ouderdomspensioen.

Het is wellicht niet onnoodig aan onze medeleden te herinneren, welke deze verrichtingen waren onder het vroegere stelsel en wat zij zullen zijn ingeval artikel 2 van het onderhavige wetsontwerp wordt aangenomen.

**Stortingen. — Verrichtingen van de Lijfrentekas.
Toekenning van de Staatstoelagen.**

I

A. — VROEGER STELSEL (vóór 1920).

1° *In December van ieder jaar* verrichten de mutualiteiten een globale storting in de Lijfrentekas. Deze stortingen werden op de borderellen welke, met het geheel bedrag der bijdragen, gedeponceerd werden ten postkantore van de plaats waar de maatschappij was ingeschreven.

Dit bordereel werd gezonden aan de Lijfrentekas en in den loop van het eerste halfjaar van het volgende jaar werden deze stortingen geboekt op de rekening van ieder aangesloten lid. Elke belanghebbende bezit bij de Lijfrentekas eene naamkaart waarop al de in zijn naam gestorte sommen worden vermeld evenals de rente op 31 December van het loopende jaar verworven.

Deze kaarten worden per volgnummer geschikt; de eerste handeling van de Lijfrentekas bestond dus hierin: de kaarten uittrekken van de aangesloten leden die van eene zelfde maatschappij deel uitmaken. Na de inschrijving van de storting, werden deze kaarten *dadelijk* opnieuw gerangschikt.

2° *In November van elk jaar* zond het Departement aan de *erkende* mutualiteiten, tabellen A, B, C, D en E waarop deze den naam van hunne leden alsmede de voor elk hunner in December van het jaar gestorte sommen moesten inschrijven.

Zoodra in het Departement toegekomen, werden deze tabellen voor *nazicht* aan de Lijfrentekas medegedeeld. Dit nazien geschiedde door middel van de borderellen waarvan sprake in bovenstaand n° 1°. Zoodra dit gedaan was, werden de tabellen aan het Departement teruggezonden, en de dienst der Sociale Verzekering en Voorzorg ging daarna over tot de toekenning der aanmoedigingspremiën en der tegemoetkomingen van 2 frank. Daarna werden de tabellen opnieuw aan de Lijfrentekas gezonden voor het inschrijven der *premiën* op de rekening der aangesloten leden.

3° Voor de inschrijving dier premiën, was de Lijfrentekas verplicht *eene tweede maal* de kaarten van de verzekerden uit te nemen.

Aanmerking. — Door het eerste stelsel werd een aanzienlijke arbeid aan de Lijfrentekas opgelegd gedurende het eerste halfjaar (inschrijving van de stortingen, — berekening der renten, — nazien der tabellen A, B, C, D en E, — opmaken van de uittreksels der jaarlijksche rekeningen).

4° De tegemoetkomingen van twee frank worden rechtstreeks uitgekeerd door den Dienst ten bate van de rechthebbende mutualisten: de sommen, die aan ieder van hen toekwamen, werden op hunne spaarrekening in de Spaarkas gestort.

B. — NIEUW STELSEL.

1° De mutualiteiten doen de stortingen van de bijdragen hunner leden in de Lijfrentekas *in den loop van de verjaringsmaand der leden* (men bemerke, dat de

bijdragen den minderjarige aangeslotenen (wet van 5 Juli 1911) gestort worden *in den loop van het verjaringstrimester hunner geboorte*. De voorzorgskassen hebben dus enkel vier stortingen te doen per jaar).

Iedere maatschappij moet dus twaalf stortingen doen per jaar. De bijdragen der leden worden ingeschreven op borderellen door de Lijfrentekas geleverd en die door de maatschappij aan de Lijfrentekas worden teruggezonden : De geheele som wordt gestort op de check-rekening van de Lijfrentekas en het ontvangstbewijs aan de borderellen gehecht.

2° De mutualiteiten moeten aan den Dienst der Sociale Verzekering en Voorzorg niet meer de tabellen A, B, C, D en E leveren. In overeenstemming met de Lijfrentekas, worden deze vervangen door de stortingsborderellen waarvan hierboven sprake is. Bijzondere kolommen, bestemd voor de inschrijving der Staatstoelagen (premiën en tegemoetkomingen) werden er ingebracht. Vandaar vereenvoudiging van het werk der afgevaardigden van de mutualiteiten.

3° Bij het ontvangen der borderellen, gaat de Lijfrentekas over tot eene voorloopige toekenning der aanmoedigingspremiën en zij brengt deze toelage over op de kaart van den verzekerde terzelfder tijd als zij er de stortingen op vermeldt, in zijn naam gedaan.

Zij moet dus maar *eenmaal* de kaarten van de aangesloten leden uitnemen : dus vermindering van werk voor dit bestuur.

Om aldus te kunnen handelen, is het onontbeerlijk dat de aanmoedigingspremiën *in den loop van het jaar der storting* kunnen toegekend worden.

AANMERKING. — Het nieuwe stelsel verdeelt het werk van de Lijfrentekas over de twaalf maanden van het jaar. Het is dus meer regelmatig. Anderzijds, indien de maatschappijen twaalf stortingen per jaar moeten doen, moeten zij de tabellen A, B, C, D en E niet meer aan den dienst der verzekering leveren.

Wanneer dit werk gedaan is, deelt de Lijfrentekas aan het Departement de stortingsborderellen mede en de Dienst der Sociale Verzekering en Voorzorg gaat over tot het nazien van de *voorloopig* door de Lijfrentekas toegekende premiën en tot de toekenning van de tegemoetkomingen van twee frank. De uitkeering der tegemoetkomingen van twee frank geschiedt in twee malen : een eerste besluit omvat de tegemoetkomingen verleend voor de stortingen gedaan van Januari tot Juni, en het tweede, deze betreffende de stortingen gedaan van Juli tot December.

II.

Tegemoetkomingen van twee frank (artikel 12).

De wet van 1900 verleende de tegemoetkoming van twee frank aan de *maatschappij van onderlingen bijstand*, niet aan den aangeslotene. Deze inrichting beschikt er over naar goedvinden, zich echter gedragende naar hare standregelen en naar de beslissingen van de algemeene vergadering.

Zij mag dezelve voor het geheel of voor een gedeelte daarvan aanwenden ter betaling van de kosten van bestuur of om den afgevaardigde te bezoldigen.

Zij mag ook geheel of gedeeltelijk de tegemoetkoming storten op de lijfrente-

rekening van hare leden ten einde dezen aan te moedigen. Dit is hetgeen bij de meeste maatschappijen wordt gedaan.

Artikel 2 van het ontwerp brengt in deze bepalingen geene wijziging.

De Middenafdeeling stelt nog de volgende kleine wijziging voor : als gevolg van het gebruik van den tegenwoordigen tijd bij het begin van het artikel : « De Regeering verleent », meenen wij dat het werkwoord « *werd* gestort » moet vervangen worden door « *wordt* gestort ».

ART. 3.

De Middenafdeeling heeft eenparig de paragrafen 1 en 3 van dit artikel aangenomen.

Zij deed het niet voor de tweede paragraaf welke luidt :

« De Regeering mag, na den Beheerraad te hebben gehoord, er toe besluiten »
» dat een gedeelte der terug in het bezit van het Nationaal Fonds gestelde »
» sommen, onder de door haar voor te schrijven voorwaarden, wordt bestemd »
» aan steun- of verzorgswerken ten behoeve van de mijnwerkers en hun familiën. »

Al begreep de Middenafdeeling wel de gevoelens die dit voorstel hebben ingegeven, heeft zij toch haar wil doen kennen, het vermogen van het Nationale Fonds te willen voorbehouden voor de bestemming die er werd aan gegeven in het plan der samengevoegde wetten van 30 Augustus 1920, en die den dienst der pensioenen en der bijkomende pensioenen ten voordeele der mijnwerkers wil waarborgen.

In verschillende afdeelingen werd de vrees uitgedrukt dat de sommen, opgebracht door de bijdragen die de werkgevers in het kolenmijnbedrijf en de arbeiders moeten storten in de verzorgskassen uitsluitend voor den dienst der pensioenen, en waarvan het overschot het vermogen van het Nationaal Fonds uitmaakt, dat deze sommen, zeg ik, eene andere bestemming zouden krijgen dan deze voorzien door den wetgever, en dat zij namelijk zouden gebruikt worden om de werkgevers te ontlasten van de verplichtingen die zij bij overeenkomst hebben op zich genomen, inzonderheid de kosteloze uitdeeling van kolen aan de gepensioneerden.

Om die reden heeft de Middenafdeeling zich niet aangesloten bij den door de Regeering voorgestelden tekst en stelt zij dezen tekst voor :

« De Beheerraad kan, mits machtiging door de Regeering, beslissen dat een »
» deel der interesten van het vermogen van het Nationaal fonds, zal dienen om »
» tijdelijke vergoedingen te verleenen aan invalide werklieden of aan weduwen »
» van gewezen werklieden, die al voldoen zij aan de overige vereischten gesteld »
» door de algemeene pensioenwet, den leeftijd bepaald door de Samengevoegde »
» wetten van 30 Augustus 1920 niet hebben bereikt. »

Verklaring.

Behalve de beginselkwestie hooger uiteengezet, was de Middenafdeeling eenparig van meening dat de termen « bestemd aan steun- of verzorgswerken » al te onduidelijk zijn en de deur openen voor velerhande misbruiken.

De Middenafdeeling vindt er geen volstrekt bezwaar in dat een deel der interesten van het vermogen van het Nationaal Fonds gebruikt worden voor zekere onderstand- of verzorgswerken ten voordeele der mijnwerkers en hunne gezinnen. Maar de tekst moet duidelijk aangeven welke deze onderstand- en verzorgswerken zullen zijn.

De Middenafdeeling stelt voor ze te beperken tot twee categorieën : de invalide werklieden en de weduwen van gewezen werklieden.

Invalide werklieden.

Krachtens de bestaande wet, kunnen de werklieden, door vroegtijdige invaliditeit getroffen, onderscheidenlijk op den leeftijd van 55 en van 60 jaar — naar zij ondergronds of bovengronds werkten — een bijkomend pensioen bekomen, zonder dat zij daarom tot op dien leeftijd moesten arbeiden in het mijnbedrijf.

Maar dit recht is ondergeschikt aan de voorwaarde dat de werkman ten minste dertig jaar gearbeid hebbe in de mijnen, dat hij getroffen zij door algeheele onbekwaamheid ten gevolge van ziekte of lichaamsgebrek, en ten slotte dat hij in de voorwaarden van « behoefte » verkeere, zooals door de algemeene wet omschreven.

Het bijkomend pensioen wordt op zoodanige wijze berekend dat de werkman geacht wordt te hebben gearbeid tot 55 of 60 jaar, en *dat aangenomen wordt* dat hij de stortingen heeft gedaan in de algemeene pensioenkas gedurende zijne invaliditeit.

Gedurende het tijdperk tusschen het oogenblik van het overkomen der invaliditeit en den leeftijd waarop hij zijn pensioen zal trekken, is de werkman van allen onderstand beroofd. De pijnlijke toestand waarin hij zich aldus bevindt moet volstrekt verholpen worden. In afwachting van de herziening der algemeene wet op de pensioenen der mijnwerkers, is het billijk en menschelijk zekere sommen te besteden, binnen het kader der pensioenwet, om deze ongelukkigen ter hulp te komen. En 't is uitstekend een deel der interesten van het vermogen van het Nationaal Fonds te gebruiken voor dit liefdadig doel.

Dit is de verklaring van het eerste deel van het amendement der Middenafdeeling.

De weduwen van gewezen werklieden.

Wat betreft de weduwen van de gewezen werklieden, hebben deze recht op een pensioen op den leeftijd van 60 jaar, op voorwaarde dat hun overleden echtgenoot gepensionneerd was, of in de voorwaarden verkeerde vereischt om een pensioen te kunnen trekken, en dat zij inzonderheid gedurende ten minste tien jaar waren gehuwd met een mijnwerker.

Welnu, in vele gevallen laat de werkman bij zijn overlijden zijne weduwe in een pijnlijken toestand achter, wanneer zij den leeftijd van 60 jaar niet bereikt heeft. De billijkheid eischt dus dat er voorzien worde in de behoeften der vrouwen die, op laten leeftijd, gedwongen zijn te wachten tot zij 60 jaar oud zijn,

terwijl zij ondertusschen door den dood van hun man verstoken blijven van de noodige bestaansmiddelen.

Nogmaals vinden wij het zeer goed dat een deel der interèsten van het vermogen van het Nationaal Fonds voor dit tweede liefdadig werk worde gebruikt.

Dit is de verklaring van het tweede deel van het amendement der Middenafdeeling, dat ten andere eenparig werd aangenomen, evenals het geheele wetsontwerp.

Onder voorbehoud van deze amendementen, verzoekt de Middenafdeeling de Kamer het wetsontwerp dat haar is voorgelegd, goed te keuren.

De Verslaggever,
HENDRIK HEYMAN.

De Voorzitter,
E. BRUNET.

ANNEXE AU N° 96.**BIJLAGE VAN N° 96.**

Projet de loi modifiant diverses dispositions des lois sur les pensions de vieillesse.

Wetsontwerp tot wijziging van onderscheidene bepalingen der wetten op de ouderdomspensioenen.

**AMENDEMENTS PROPOSÉS
PAR LA SECTION CENTRALE.**

**AMENDEMENTEN VOORGESTELD
DOOR DE MIDDENAFDEELING.**

ART. 2.**ART. 2.**

Remplacer les mots : « il aura été versé » par les mots : « il est versé ».

De woorden : « werd gestort » te vervangen door de woorden : « wordt gestort ».

ART. 3.**ART. 3.**

Remplacer le paragraphe 2 par le texte suivant :

Lid 2 te vervangen door den volgende tekst :

« Le Conseil d'Administration peut,
» avec l'autorisation du Gouvernement,
» décider qu'une partie des intérêts de
» l'avoir du fonds national, sera affectée à l'allocation d'indemnités temporaires au profit d'ouvriers invalides,
» ou de veuves d'anciens ouvriers, qui
» tout en réunissant les autres conditions prescrites par la loi générale des pensions, n'ont pas atteint l'âge
» fixé par les lois coordonnées du
» 30 août 1920. »

« De Beheerraad kan, mits machtiging door de Regeering, beslissen
» dat een deel der interesten van het vermogen van het Nationaal Fonds zal dienen om tijdelijke vergoedingen te verleenen aan invalide werklieden
» of aan weduwen van gewezen werklieden, die, al voldoen zij aan de overige vereischten gesteld door de algemeene pensioenwet, den leeftijd bepaald door de samengeordende wetten van 30 Augustus 1920 niet hebben bereikt. »